

Sixième Conférence Internationale sur l'éducation des adultes

CONFINTEA VI

« Vivre et apprendre pour un futur viable - L'importance de l'éducation des adultes »

Belém do Para (Brésil)

1 - 4 décembre 2009

Faire face aux enjeux mondiaux

Exposé

De

Joséphine OUEDRAOGO

Secrétaire Exécutive, ENDA Tiers Monde

Monsieur le Président de la Conférence,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Honorables participants,

Je remercie les organisateurs de CONFINTEA VI de m'avoir donné le privilège d'introduire le thème de la journée au nom d'Enda Tiers Monde.

L'intérêt et la place accordés à la société civile dans le processus de CONFINTEA sont un signe encourageant, parce qu'il est impossible aujourd'hui de relever un défi quelconque lié au développement de nos nations, sans un dialogue soutenu et un partenariat fort entre l'ensemble des acteurs du secteur gouvernemental, du secteur privé et de la société civile.

CONFINTEA VI, comme toutes les conférences précédentes, est un rendez-vous de partage, d'enrichissement, et de décision. Le lieu où se tient cette grande rencontre, à savoir l'Amérique du Sud et l'Etat de Para en particulier, nous pousse à l'innovation et vers un engagement politique encore plus marqué.

C'est à travers des luttes historiques que bon nombre d'états de ce continent ont fait avancer la démocratie, la reconnaissance des droits civiques et l'acceptation des diversités culturelles et raciales. C'est dans ce pays, le

Brésil, et plus précisément à Rio de Janeiro, que s'est tenu en 1975, la première Conférence mondiale des femmes, sous l'égide des Nations Unies.

Nous avons beaucoup de leçons à tirer des expériences de transformations sociales et politiques des pays d'Amérique du Sud, en encourageant les échanges, le partage d'informations et les actes de solidarité.

Mesdames et Messieurs,

Le thème de la journée nous invite à réfléchir sur « les enjeux mondiaux et comment y faire face » en se dotant de nouveaux repères pour des politiques plus volontaristes pour l'apprentissage et l'éducation des adultes.

Je me propose donc de vous livrer d'abord,

I - Une certaine lecture des enjeux mondiaux

Un survol rapide du contexte mondial révèle de grandes tendances qui constituent des enjeux porteurs d'incidences particulièrement lourdes sur les populations les plus pauvres.

- **75 % de la population mondiale vivra en ville en 2050 (nous serons alors 9 milliards): si les choses ne changent pas, les problèmes socio-spatiaux et économiques qui caractérisent les mégapoles d'aujourd'hui dans les pays du Sud seront alors le lot quotidien de plus de 6 milliards de femmes et d'hommes dont la majorité sera confrontée à la ségrégation spatiale, à des pollutions mortelles, aux violences de toutes sortes, aux exclusions**

sociales, aux habitats insalubres et aux psychopathologies diverses liées à la dégradation de la vie.

- **La croissance démographique n'est pas un mal en soi** puisque sa décroissance induit une déstructuration sociale qui à terme pose le problème du renouvellement de la société. La croissance démographique est devenue un problème parce qu'elle révèle les inégalités qui sont au cœur de nos systèmes de gestion du pouvoir, des ressources, des espaces de vie et des connaissances. Une forte population devrait être considérée comme un potentiel sur le plan social et économique lorsque les politiques considèrent les êtres humains comme l'alpha et l'oméga de leur vision et de leurs concepts du développement.
- **Le système économique mondial ne peut pas gérer la croissance démographique** parce qu'elle va à l'encontre de tous les paramètres du libéralisme économique qui ne s'embarrasse pas de considérations sociales et humaines. C'est pourquoi les effets sociaux du système économique mondial ont entraîné **une recomposition de la cartographie des pauvretés** : la pauvreté n'est plus et ne sera plus l'apanage des continents et des pays du Sud. Les pays les plus industrialisés abritent des couches de populations dont le statut est très difficile parce qu'elles vivent à proximité des plus nanties. Par ailleurs, les couches les plus riches dans les pays dits « pauvres » ou émergents ont un niveau de vie au moins égal à celui de leurs homologues au Nord.

- **L'explosion des communications** est un autre élément important de notre contexte parce qu'elle est à la fois corollaire et constitutive de la mondialisation. La possibilité de relier physiquement n'importe quel endroit du globe en quelques heures et d'être informé en temps réel de tout événement, a achevé de concrétiser l'idée du « village planétaire ». Cependant, cette transparence des événements et des modes de vie créent des frustrations profondes chez des centaines de millions de jeunes et d'adultes qui vivent en direct leur exclusion des dynamiques et des richesses mondiales. Ces frustrations deviennent intenable parce que dans le même temps il n'y a jamais eu autant de contrôle et d'entraves à la circulation des personnes et aux flux migratoires.
- En outre, si le contrôle de l'économie devient depuis deux siècles la réelle source du pouvoir, **l'information** en constitue la porte d'entrée et les conditions de sa maîtrise sont aussi sources d'inégalités et de déséquilibres.
- **Enfin, l'altération croissante et accélérée de l'environnement** est une résultante de tout ce qui précède et elle se caractérise par l'amplification de l'inadéquation entre la limite finie des ressources et leur utilisation inconsidérée par ceux qui contrôlent l'économie mondiale.

Nous souhaitons qu'à Copenhague, des décisions vigoureuses contribuent à réduire la menace qui pèse sur l'humanité.

A cette lecture du contexte mondial, se dégagent ce que j'appellerai, **les trois grandes dérives de notre civilisation** : la dérive climatique engendrée par la civilisation de la surproduction et de la pollution, la dérive financière, fruit de spéculations ayant pour seul but de produire le maximum de profit dans le plus court délai pour une minorité, et la crise alimentaire portée par 1 milliard de personnes privées du minimum vital tandis que d'autres sont contraints de jeter à la rue des tonnes de nourriture piégées par des politiques agricoles trop mercantilistes. Une des aberrations de notre époque est l'utilisation de 100kg de céréales et de dizaines de litres d'eau potable pour produire 1kg de viande dans les pays industrialisés alors que l'eau potable, pourtant « renouvelable » de par son cycle, est inaccessible à 1,1 milliards de personnes aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs, nous sommes témoins

II - De crises qui nous forcent à reconsidérer nos systèmes et nos politiques

La conséquence majeure de tous les phénomènes décrits plus haut, c'est l'**accroissement des tensions sociales** issues des fortes **inégalités**. La répartition des richesses, du savoir, de la santé et de tout ce qui touche aux besoins primaires de

l'humanité est inéquitable et contribue à créer des niveaux de pauvretés sans précédent.

La « guerre » de l'eau dans certains pays d'Amérique latine et les révoltes de la faim qui se sont succédé dans plusieurs pays du Sud sont des illustrations des tensions conséquentes aux systèmes politiques et économiques en vigueur. Dans cette situation générale, celle du continent africain dans sa partie subsaharienne, est la plus marquée parce qu'elle abrite la moitié des pauvres du monde et dans une proportion croissante depuis les 25 dernières années.

Dans son tout récent livre, *l'Aide Fatale*, Dambisa Moyo décrit très bien tous les modèles de développement véhiculés dans les pays africains à travers les programmes d'assistance, les prêts, les gros investissements, les plans d'ajustement structurel et en dernier lieu les exigences de démocratie et de bonne gouvernance. L'auteur conclut en disant que « le résultat de tout ça, « c'est une croissance économique plus lente, une pauvreté plus grande et une Afrique à l'écart du progrès économique ».

Un moment, nous avons été convaincus que l'éducation était l'un des facteurs de réduction de la pauvreté parce qu'elle dotait les jeunes et les adultes des connaissances et des compétences nécessaires pour mieux participer au développement. Mais aujourd'hui, nous savons que bien au contraire, ce sont justement les modalités de ce

« développement-là » qui engendrent la pauvreté et l'exclusion du plus grand nombre.

Dorénavant, le problème n'est plus de chercher à rattraper un retard pour les uns et à combler des lacunes chez les autres, parce que le modèle de développement que nous poursuivons, est, de par sa structure, inaccessible à tous. Dans ce système-là, lorsque vous pensez avoir acquis l'essentiel, vous vous retrouvez confronté au risque de le perdre.

C'est pourquoi parmi les centaines de millions de sans emploi l'on compte un nombre croissant et impressionnant d'anciens travailleurs et de chômeurs instruits et diplômés.

En réalité, nous assistons à la crise d'un mode de pensée et de gouvernance politique et économique. Nous assistons à une crise des modèles de développement auxquels se sont arrimés les pays et les sociétés du Sud parce qu'ils n'ont pas contribué à leur élaboration. Il serait donc vain de chercher à s'adapter à un système qui a montré ses limites pour n'avoir pas su être juste et inclusif. Un système qui s'étouffe pour n'avoir pas su s'appuyer largement sur les expériences et les savoirs de tous, et particulièrement ceux des adultes quelque soit leurs cultures, leur environnement et leurs conditions de vie.

Mesdames et Messieurs,

IV - Comment sortir de l'impasse ?

Si nous sommes d'accord que nos politiques et nos programmes éducatifs, formels ou non formels, même s'ils ont contribué à élever le niveau de vie, de compréhension et de fonctionnement personnels des populations instruites, ces politiques et ces programmes n'ont pas aidé le plus grand nombre à sortir de la pauvreté.

Nos efforts et les succès déjà enregistrés, sont limités et même parfois noyés par les dérives et les effets pervers des modes de développement dans lesquels et pour lesquels nous travaillons.

Les incidences sociales et politiques de ces modèles créent, comme nous l'avons dit précédemment, des tensions de plus en plus vives du fait de l'énorme fossé qui existe entre les intérêts des gestionnaires et des acteurs du système mondial et les intérêts des peuples. Il suffit de se référer aux manifestations de plus en plus violentes que suscite chaque réunion du G8 ou du G20. Il suffit également d'écouter les analyses et les revendications des organisations de masse lors de chaque session du Forum Social Mondial. La dernière s'est tenue ici-même à Belém au début de cette année.

Nous parvenons progressivement au point où les rapports de force ne seront pas toujours en faveur de ceux qui détiennent sans partage le pouvoir politique et le contrôle des ressources de nos pays et du monde.

Pendant qu'il est encore temps, nous pouvons faire évoluer les choses en permettant aux populations quelques soit leur niveau, de faire partie du débat et donc des décisions qui se prennent sur des sujets qui touchent directement leur vie et leur avenir.

Là où les populations se sont mobilisées à travers des mouvements sociaux pour faire valoir leurs visions, leurs opinions et leurs revendications face aux pouvoirs publics et aux potentats privés, il y'a eu des avancées en termes de respect des droits et de gestion démocratique des ressources.

L'histoire sociale, politique et économique de l'Amérique du Sud nous offre des exemples de stratégies alternatives portées par des populations pour lesquelles la pauvreté absolue n'est pas la pauvreté matérielle en soi, mais c'est celle qui résulte de la négation des aspirations, des potentiels, des savoirs et des droits des peuples.

A Nairobi, nous avons dit que le contexte actuel de crise économique et d'accroissement de la pauvreté nous invitait à revisiter les fondamentaux du développement afin de

rechercher de nouveaux ancrages pour l'éducation et la scolarisation.

Etant en charge de l'éducation des adultes, nous tenons en main un atout de taille : Faire de chaque espace éducatif une opportunité d'expression des savoirs, des choix et des aspirations des adultes et des jeunes.

Les crises actuelles et principalement celle que traverse le système financier mondial avec ses répercussions probables sur la réduction de l'aide internationale, créent une opportunité sans précédent qui invite les pays du Sud, notamment ceux d'Afrique subsaharienne, à faire un sursaut vers la recherche systématique de stratégies alternatives.

C'est à cette condition que l'éducation retrouvera tout son sens qualitatif parce qu'elle accompagnera l'édification de sociétés de droits dans lesquels le progrès économique et social devient le fruit d'une responsabilité partagée.

V - Quelles pourraient être les stratégies pour des politiques éducatives qui servent un développement inclusif et durable ?

Les concepts, les objectifs et toutes les modalités (techniques, administratives, financières et budgétaires) du développement national ne doivent plus être la chasse

gardée de la classe politico-bureaucratique, des experts et des spécialistes.

Le développement national doit devenir une préoccupation populaire et toutes ces composantes doivent être décloisonnées afin de permettre le dialogue, la concertation et la formulation de choix en tenant compte du plus grand nombre.

C'est ainsi que ce sont construits les économies et les institutions politiques et sociales des pays dont les populations ont le niveau le plus élevé en terme de droits humains et de conditions de vie. Les populations exercent leur citoyenneté en participant à l'échelle de leur collectivité locale aux débats et aux choix sur des questions concrètes à caractère économique, logistique ou social parce qu'il s'agit de leur vie.

Dans une telle vision, l'éducation des adultes est un moyen de mobilisation populaire pour laquelle, tout événement, toute circonstance et toute information devient une opportunité de dialoguer et d'apprendre sur des sujets qui ont trait à la vie et à l'évolution de la collectivité locale ou nationale.

Cela suppose que les ministères publics reconnaissent la légitimité de tous les acteurs à participer à la définition des politiques locales, nationales et internationales ainsi que des règles et des normes.

Cela suppose que les programmes éducatifs non formels ont pour ambition d'accompagner les acteurs défavorisés à comprendre et maîtriser les enjeux qui conditionnent la

réalisation de leurs droits économiques, sociaux, culturels, environnementaux et politiques.

Cela suppose enfin, que nous sommes d'accord pour accepter la diversité des connaissances , pour accepter de valoriser les connaissances populaires et pour encourager la production de nouveaux types de connaissances et d'informations.

Ce choix n'est réalisable que si nous sommes prêts à renforcer les synergies et les alliances entre les services publics, les organisations privées et les mouvements sociaux porteurs d'alternatives et d'innovation, à toutes les échelles.

Ces stratégies sont porteuses de véritables transformations sociales et économiques positives. Si nous arrivons à les mettre en œuvre, elles contribueront à affaiblir les systèmes et les modes d'intervention qui étouffent le potentiel des populations, bloquent leurs ambitions et les cantonnent au statut de consommateurs des produits avariés de la modernisation et d'un soi-disant « développement ».

C'est à cette condition que l'éducation retrouvera tout son sens qualitatif et politique parce qu'elle accompagnera l'édification de sociétés de droits dans lesquels le progrès économique et social devient le fruit d'une responsabilité partagée.

En conclusion, Mesdames et Messieurs,

Nous pensons que toute intervention à caractère éducatif, qui ne contribue pas à développer la responsabilité sociale, technique et politique des acteurs populaires tant au niveau du choix que de la maîtrise du produit qu'on leur propose engendre l'appauvrissement systématique des ressources locales (humaines, physiques, intellectuelles, philosophiques et morales).

Là où nous avons réussi à créer les conditions pour une responsabilisation sociale, technique et politique des acteurs concernés par un domaine quelconque (par exemple: assainissement, gestion des déchets communautaires, aménagements, négociations internationales, agriculture écologique, entreprises économiques, etc..), les résultats techniques vont de pair avec un impact social et politique durable.

C'est pourquoi l'éducation, qui est le principal moyen d'action d'Enda Tiers Monde depuis sa création en 1978, doit se fonder essentiellement sur la confiance dans le potentiel, la créativité et le dynamisme des acteurs locaux et dans leur capacité à faire évoluer leur propre statut, leur environnement et leurs compétences pour un avenir meilleur. C'est en cela que l'éducation des adultes peut devenir véritablement un levier pour induire des changements durables.

Je vous remercie.

